

4 Économie

Crise et relance de l'économie

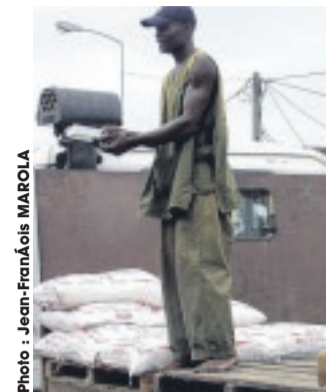
Envoyer des signaux forts au secteur privé



Industriels de toutes les filières...



... petits commerçants...



... négociants, en attente de signaux publics.

Innocent M'BADOUA
Libreville / Gabon

Mesures fiscales, gestion de la dette intérieure, mécanismes d'incitation au partenariat public-privé... Comment redonner la hargne d'investir au patronat, pour l'instant attentif aux incitations gouvernementales devant relancer l'économie nationale ?

LORS de son discours à la Nation, le 31 décembre 2017, le président de la République, citant les pertes d'emplois dans l'industrie pétrolière, locomotive du secteur privé, a donné un aperçu des impacts de la morosité économique sur l'emploi. Avant d'ajouter que la conjoncture du moment n'est pas une fatalité, et que l'espoir d'une sortie de crise demeure. Naturellement, la solution ne tombera pas du ciel. Il faut tonifier le secteur productif. La complexité vient de ce que le tissu productif est frappé de plein fouet par la turbulence économique; suite à la contre-performance du secteur pétro-

lier. Les ministres délégués à l'Economie et au Budget sont d'ailleurs allés ausculter la situation à Port-Gentil, capitale économique, où de nombreux travailleurs ont perdu leurs emplois. L'effet de contagion semble gagner d'autres pans de l'économie, en rapport direct ou indirect avec l'activité pétrolière. Pour la plupart pilotes de stratégies de développement des entreprises, la dizaine des chefs d'entreprises rencontrées hier à Libreville affirment être en mode restriction des activités. « Plus que de la prudence commerciale dans les quantités à produire ou à vendre, c'est l'instinct de survie qui gouverne aujourd'hui nos décisions managériales ou économiques », nous a indiqué le directeur général de la filiale d'une multinationale forestière. « Le contexte ne permet pas d'être trop optimiste, d'investir pour le futur. On ne peut plus embaucher des nouvelles ressources humaines. Bien au contraire, il nous faut dégrossir les effectifs », indique-t-on. Lors du dernier Conseil des ministres, le gouverne-

ment a évalué les premières actions prioritaires des 100 jours, dont certaines constituent l'ossature de la feuille de route de relance de l'économie, en toilettage. Seulement, les opérateurs veulent des éléments palpables pour asseoir leurs décisions annuelles pour 2017. Directeur d'exploitation d'une société d'entrepôt de marchandises à Oloumi, N. H affirme que « le gouvernement doit comprendre que le temps des affaires n'est pas celui de l'administration. Nous avons besoin de savoir ce que le gouvernement nous réserve. Les propositions contenues dans la feuille de route seront-elles suffisantes pour nous amener à réviser nos hypothèses de planification budgétaire, ne serait-ce que pour le second semestre 2017 ? Tout dépendra des outils et mécanismes que le gouvernement proposera au secteur privé. » Comme s'ils s'étaient passés le mot, les attentes des chefs d'entreprises sont presque les mêmes. A savoir que le gouvernement doit donner des signaux forts au secteur privé productif. Histoire de redon-

ner du punch. Ce d'autant que les déclarations publiques semblent discordantes. **LOI DE LAFFER** « Pour ne prendre que le point relatif à la fiscalité, d'un côté, on apprend que le gouvernement va vers plus de souplesse dans la fiscalité et, de l'autre, on demande aux mêmes entreprises un peu plus d'efforts quant au financement par la fiscalité des formations. On le veut bien, mais, là la pression est forte. Et on atteint vite la loi de Laffer, à savoir trop d'impôts tue l'impôt », a déclaré un cadre d'une compagnie de téléphonie mobile. En effet, les attentes du secteur privé portent sur les mesures fiscales, la gestion de la dette intérieure, les mesures incitatives en rapport avec les partenariats public-privé. Le patronat veut savoir l'agenda fiscal, par exemple en 2017. « Moins d'impôt ? Plus d'impôt ? Quelles facilités pour le règlement de nos taxes et redevances ? C'est très important pour que nous ajustions nos stratégies, de manière à soutenir les politiques publiques de

relance économique », explique Benjamin Ndong Moussavou, patron d'une société de BTP. Par ailleurs, en dépit des assurances données par le ministre de l'Economie, sur le fait que le programme de relance de l'économie va émaner du gouvernement et non du Fonds monétaire international (FMI), les opérateurs économiques sont inquiets quant au respect des engagements pris par le gouvernement sur le règlement de la dette intérieure, pour les trois années à venir. « Les Etats de l'Afrique centrale viennent de décider à Yaoundé d'un programme de réformes correctives sur les budgets, la politique monétaire, les politiques structurelles. Cela ne va-t-il pas impacter sur la capacité des Etats à respecter les échéanciers de paiement de la dette ? », s'est interrogé un opérateur économique. Autant d'appréhensions qui nécessitent que les ministères lancent des signaux forts, ainsi que la déclinaison des mesures incitatives pour déclencher davantage d'investissement privé.

Brèves

Sénégal. Le prix de l'électricité en baisse de 10 %
Macky Sall promet une baisse de 10% des prix de l'électricité. Une baisse de 10% sur les factures d'électricité, lors des six premiers mois de l'année 2017. C'est ce qu'a promis Macky Sall, le président sénégalais à ses concitoyens lors de son adresse à la nation. Les modalités, a-t-il précisé, seront fixées par la commission de régulation du secteur de l'électricité.

Côte d'Ivoire. Une centrale à charbon de 700 MW à San Pedro
San Pedro accueillera bientôt une centrale à charbon de 700 MW. Le gouvernement ivoirien a annoncé la construction prochaine d'une centrale à charbon de 700 MW dans la localité de San Pedro, au sud-est du pays. « Le Conseil a adopté une communication relative au projet de centrale à charbon de 2 x 350 MW à San Pedro. Les capacités de production d'électricité, en vue de faire face à la demande croissante », a annoncé Bruno Koné, le porte-parole du gouvernement. L'infrastructure sera conçue, financée, construite, exploitée et entretenue par la société S. Energies. Ses deux unités sont prévues pour entrer en service dès 2020.

Nigeria. Le riz en plastique était en réalité du riz de contrebande
Le 21 décembre 2016, les douanes du Nigeria avaient saisi 102 sacs de 50 kg de présumé riz en plastique destinés à être vendus à l'approche des fêtes de fin d'année à Lagos. Mais des analyses ont permis d'établir que le riz incriminé n'était pas en plastique, mais « contaminé par des micro-organismes » et « impropre à la consommation humaine », ont annoncé les douanes et l'Agence nationale pour l'administration et le contrôle des aliments et des médicaments (NAFDAC) dans un communiqué.

Algérie. Mobilis a achevé la convergence de son système via une solution Huawei
Au terme de l'année 2016, l'opérateur de téléphonie mobile Mobilis, branche de l'opérateur historique Algérie Telecom, a réuni ses réseaux et services pour faciliter et relever l'expérience télécoms de ses abonnés.

Rassemblées par F.A.

Le choix des instruments et des politiques

I. M'B.
Libreville / Gabon

AU moment où le gouvernement s'emploie à affiner le programme de relance de l'économie nationale, il importe de souligner que les choix des instruments ou outils de politiques économiques seront déterminants pour sortir rapidement le Gabon de la crise qui frappe son économie. Les expériences passées quant à la gestion des crises

économiques à travers le monde, montrent qu'il existe des instruments qui ont la particularité de redresser l'économie d'un pays à court terme (moins d'un an). D'ordinaire, il s'agit d'instruments de politique monétaire (taux d'intérêt, taux directeur de la banque centrale, etc.) qui ont cet effet. D'autres instruments ou outils de politique économique prennent plus de temps à rendre leurs effets palpables. C'est le cas de la démographie qui prend générale-

ment entre 18 à 25 ans dans les pays occidentaux, entre 25 et 30 ans dans les pays en développement. C'est le temps qu'il faut à une génération d'enfants pour devenir des consommateurs ou agents productifs. Le génie du gouvernement gabonais est de choisir des instruments de politiques économiques ayant un impact à court terme. La politique monétaire étant, du fait d'un accord sous-régional, de la compétence de la Banque des Etats de l'Afrique centrale, il est diffi-

cile pour l'équipe du Premier ministre, chef du gouvernement, Franck Emmanuel Isoze Ngondet, d'user des instruments de politique monétaire. Par contre, le gouvernement dispose d'outils tels que la Caisse de dépôts et consignations (CDC), le Fonds gabonais d'investissements stratégiques, l'Agence nationale des grands travaux et des infrastructures (ANGTI), pour piloter le financement des contre parties publiques dans les Partenariats public-privé (PPP), ou assumer le

leadership de l'Etat gabonais sur des projets porteurs. Outre ces agences ou fonds souverains, le gouvernement devrait s'atteler à soutenir les initiatives économiques, de préférence privées, ayant un retour fiscal à court et moyen termes. Agir sur le court terme, sans perdre de vue le long terme, est le nécessaire équilibre à réaliser. Autre équilibre à définir : ne pas sacrifier les investissements productifs sur l'autel de l'autérisé.

CHANGEMENTS
COURS INDICATIFS DES DEVICES EN DATE DU 30/12/2016

Union Gabonaise de Banque
SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>

DEV	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)	
	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA
XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957
USD	1,0463	1USD =	626,810	1 USD	648,749
CAD	1,4070	1CAD =	466,210	1 CAD	490,496
JPY	122,9200	1JPY =	5,336	100 JPY	554,927
GBP	0,8514	1GBP =	770,445	1 GBP	803,859
CHF	1,0711	1CHF =	612,414	100 CHF	64 108,68
ZAR	14,3670	1ZAR =	45,657	100 ZAR	4 747,80
MAD	10,6447	1MAD =	61,623	MAD	64,08
CNY	7,2690	1CNY =	90,240	1CNY	92,95
KES	107,61700	1KES =	6,096	1KES	6,28

INDICES BOURSISERS

	en date du	
CAC 40	04/01/2017	4 882,38
DOW JONES	03/01/2017	19 762,60

BRENT (IPE) US Dollars/Baril
03 Janvier 2017: 57,17